# LA DISTRIBUTION DES FRUITS COLONIAUX EN FRANCE

Étude Géographique de Marché (1)

par Ph. ARIÈS

DIRECTEUR DU CENTRE DE DOCUMENTATION DE L'INSTITUT DES FRUITS ET AGRUMES COLONIAUX

L'étude, commencée dans une précédente livraison de « Fruits d'Outre-Mer », est basée sur les chiffres de 1938 dernière année normale. Dans les conditions actuelles, cet essai prend un caractère retrospectif qui semble relever de l'archéologie. Nul n'aura l'outrecuidance de prétendre que la conjoncture de 1938 n'appartient pas à l'histoire, mais depuis, il faut bien reconnaître qu'aucune coutume régulière ne s'est encore substituée aux habitudes de vente de cette fin du second entre deux guerres. L'économie oscille entre une demande excessive et une offre insuffisante, et ne parvient pas à se dégager des conditions anormales imposées par la guerre. Encore aujourd'hui, faute de moyens de transport et de paiement, nous vivons une économie de blocus. Aussi l'étude basée sur les statistiques de 1938 garde-t-elle le caractère, assez concret, d'une recherche fondée sur les données de la dernière année normale, de même qu'en 1938, on se basait encore sur les chiffres de 1929. C'est pourquoi nous avons jugé utile de publier ces conclusions, si archaïques qu'elles puissent paraître.

Nous avons aussi une autre raison, celle-ci de méthodologie. Il serait désirable que, dans l'avenir, on puisse disposer d'une base de documentation continue, analogue à celle que nous avons tenté de reconstituer ici. Une telle information permettrait au commerce de mieux connaître les habitudes de sa clientèle, de mieux régler l'écoulement et la distribution de ses biens. Sans doute, la pénurie actuelle trouble-t-elle les conditions normales du Marché. A vrai dire, nul ne peut affirmer que la pénurie finira : il n'est pas impossible que le monde occidental entre désormais dans une période de vaches maigres, plus longue qu'on ne croit. Auquel cas cette étude perdrait son intérêt pratique. Les études de marché ne sont utiles que dans des économies normales, libérales ou dirigées, mais où la demande s'efforce de répondre à l'offre.

## LA RÉPARTITION DES BANANES A PARTIR DES PORTS IMPORTATEURS

Les données qui suivent sont établies sur des bases d'informations différentes. Nous les donnons telles quelles. La figure 1 représente, d'après les statistiques des importateurs de Nantes et de Bordeaux, la distribution des bananes en provenance de ces deux ports. Les cercles figurent les importations bordelaises, les carrés, les importations nantaises (on remarquera que, sur la carte, Bordeaux et Nantes ont été soulignés et inscrits dans un cercle et dans un carré laissés en blanc). Là où les importations sont trop faibles pour être représentées par une surface, des flèches indiquent les courants commerciaux. On observera que les bananes nantaises parviennent jusqu'à Besancon, Lyon et Saint-Étienne ; que les bananes bordelaises dépassent le bassin de la Garonne pour s'introduire à Perpignan, Montpellier ou Sète, où elles concurrencent les arrivages marseillais.

De l'examen de cette carte, il ressort, qu'à l'époque, l'arrière pays de Nantes s'étend très loin vers l'Est; une tâche blanche au Nord marque une lacune dans le réseau; c'est l'aire de distribution du Havre, celle des bananes du Cameroun.

La figure 2 représente l'aire de distribution des bananes du Cameroun, arrivées par le Havre. On remarquera combien cette répartition diffère de celle des autres ports du Ponant, Bordeaux et Nantes. Pour ces deux ports, il s'agissait d'un arrière pays géographique, situé à proximité des centres d'importation. Au contraire les bananes du Havre se dirigent au delà de l'interland naturel de ce port. Elles recouvrent les zones continentales que n'atteignent pas les courants commerciaux issus de Nantes et de Bordeaux : le Nord et l'Est, en particulier des régions fortement indus-

<sup>(1)</sup> Voir "Fruits d'Outre-Mer", 1946, vol. 1, nº 9.

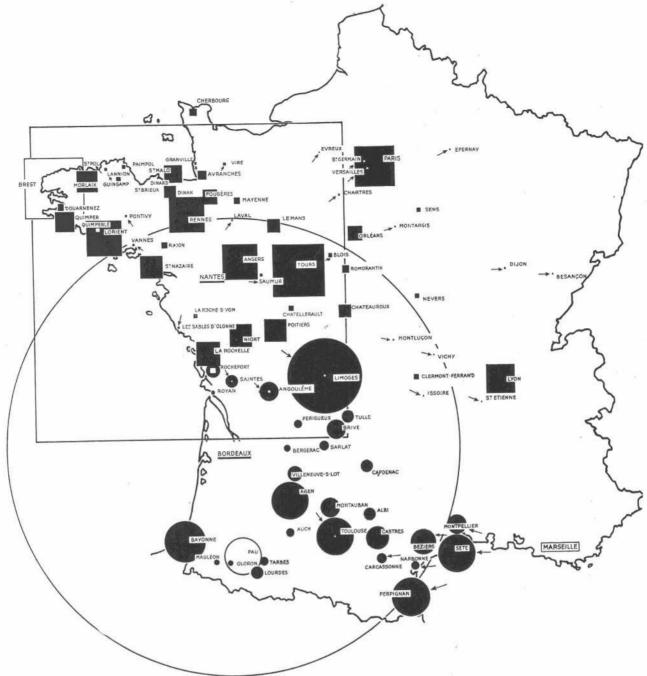


Fig. 1. — Répartition des bananes par Nantes et Bordeaux.

trialisées et urbanisées; mines du Nord (on remarquera l'importance de Béthune, Hénin-Liétard), centres textiles (Valenciennes), métallurgiques (Charleville, Metz, Nancy), enfin l'Alsace, avec Strasbourg, Colmar et Mulhouse. Les bananes du Cameroun répondent, jusqu'aux limites extrêmes de nos insertions continentales, aux demandes d'une clientèle urbaine et populaire.

La figure 3 donne le pourcentage des bananes introduites par Marseille (la consommation de Marseille et de ses environs est représentée à part).

Son aire de répartition couvre la bordure méditerranéenne, de la frontière espagnole à la frontière italienne, la Corse, remonte le Bassin Rhodanien et pénètre le Massif Central, où Marseille se heurte à la concurrence du Havre, déborde au delà du seuil de Naurouze, dans le Lot-et-Garonne et la Dordogne, et atteint, dans sa plus grande extension, les petites villes ligériennes de l'Indre, les centres touristiques de Pau, dans les Basses-Pyrénées.

Les trois cartes, ci-dessus commentées, ont été établies d'après des renseignements recueillis, des importateurs, dans quatre grands ports : Bordeaux, Nantes, Le Havre et Marseille. La carte de la figure 4 a été établie d'après les statistiques aimablement communiquées par la S.N.C.F. Elle ne tient donc pas compte des bananes transportées par route et représente seulement les proportions des tonnages confiés au rail. C'est pourquoi les interlands immédiats des ports d'importations sont négligés (alimentés par

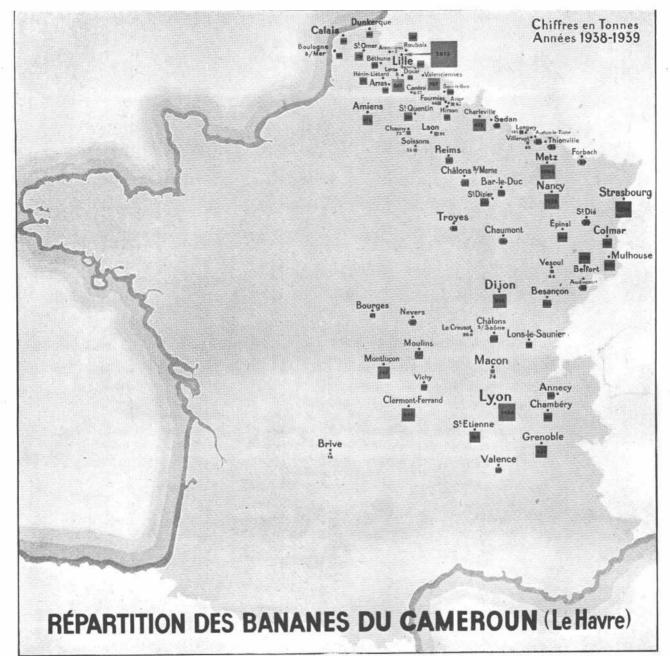


Fig. 2.

camion). Au contraire les zones continentales Nord, Est et Sud, sont plus particulièrement intéressées. Cette carte éclaire donc, surtout, les problèmes d'alimentation des grands centres de l'intérieur et des régions marginales, disputées par les grands ports importateurs et concurrents (Lille et le Nord, Paris, Lyon, l'Alsace, Toulouse). Là où l'importance du trafic ne légitime pas des surfaces, à l'échelle de la carte, des flèches symbolisent les courants commerciaux.

On observera l'importance nationale de Dieppe, du Havre, et même, quoiqu'à un degré secondaire, de Rouen. Les bananes importées par ces trois ports pénètrent très loin à l'intérieur. Elles totalisent à peu près la consommation des grands centres urbains de Paris, du Nord et de l'Est, si l'on se rapporte seulement aux statistiques de la S.N.C.F. Les provenances de Bordeaux et Marseille sont à peu près négligeables

pour l'alimentation de Paris, où Dieppe l'emporte, et ensuité, Rouen, Le Havre et enfin, Nantes. On comprendra l'importance de ce groupe importateur, Dieppe, Rouen, Le Havre si l'on se reporte au début de cette étude (1) où l'on a souligné l'opposition des importations estivales de ces ports, et des importations de saison froide de Nantes, Bordeaux et Marseille, moins favorisées.

La figure 4 confirme des suggestions de la figure 2; le Nord et l'Est appartiennent bien au domaine du Havre qui descend, par fer, jusqu'à Saint-Étienne, Lyon et Grenoble.

A Lyon, Marseille arrive en premier, et ensuite, par ordre, Dieppe, Nantes, Le Havre et Rouen; Marseille représente l'influence géographique du centre d'importation le plus proche. Mais son rôle est concurrencé de

<sup>(1)</sup> Fruits d'Outre-Mer, 1946, vol. 1, nº 9.

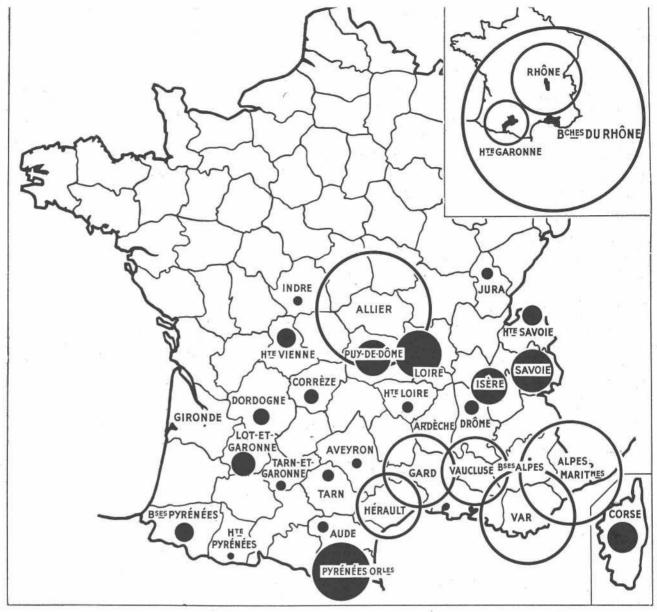
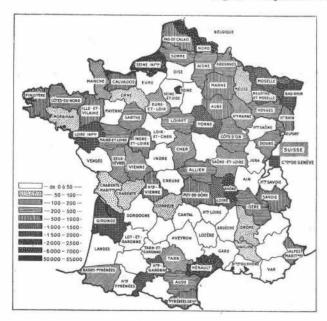


Fig. 3. - Répartition de bananes par Marseille,



près par le dynamisme des ports du Ponant, en particulier par Dieppe, Le Havre et Rouen, pour les raisonindiquées plus haut.

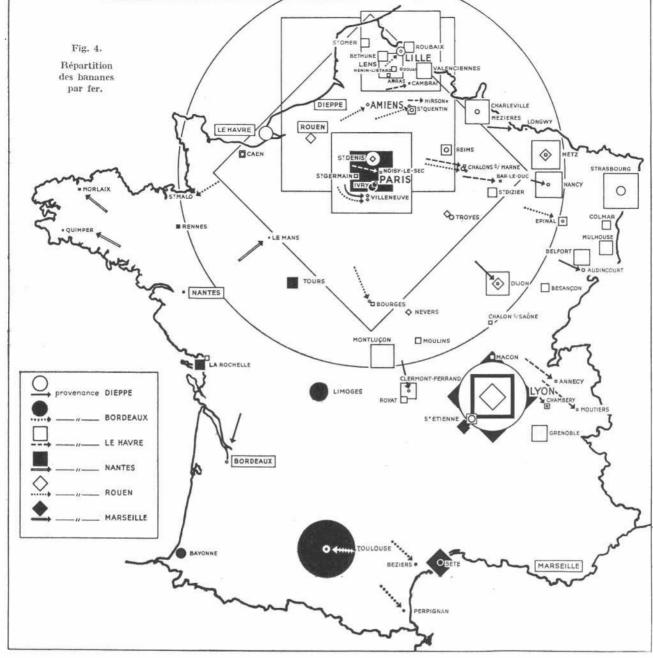
Cette carte marque très nettement le rôle exclus sivement régional de Bordeaux et Marseille, le rôle national, au contraire, de Dieppe, Le Havre, Rouen, le rôle intermédiaire de Nantes.

# LA RÉPARTITION RÉGIONALE DES ORANGES

Les cartes de la fig. 5 représentent, d'après les statistiques de la S.N.C.F. les répartitions d'oranges par villes. Un carton spécial a été consacré à la région parisienne, grosse importatrice, ainsi qu'à Paris à une échelle dix fois plus petite).

Ici encore, il faut faire les mêmes réserves que pour la figure 4. Il s'agit uniquement des transports ferroviaires et, si les régions littorales paraissent

Fig. 6. — Répartition des oranges par fer et par départements.



défavorisées, il faut admettre qu'elles étaient alimentées par route ; les entreprises de camionnage étaient alors trop dispersées pour qu'on ait pu avoir recours à leurs archives et à leurs statistiques.

Au premier coup d'œil, on notera l'importance de la région parisienne, de Lyon, du Nord, du Nord-Ouest et de l'Est. Les cercles de Lyon et des villes du Nord et du Nord-Ouest n'ont pu ètre ombrés pour la clarté de la lecture; cela seul souligne leur importance.

La carte de la *figure 6*, établie d'après les mêmes sources (S.N.C.F.) représente la consommation, non plus par villes, mais par départements. Elle est moins schématique et moins contrastée. On notera l'importance de Paris (50 à 55.000 tonnes) qui redistribue par camion dans les départements périphériques (Seine-

et-Oise, Oise, Seine-et-Marne) de même que Le Havre ou Dieppe redistribuent dans l'Eure. Après Paris, les grands centres urbains, le Rhône et le Nord (Lille), la Basse Alsace, la région minière de la Haute-Loire et la Lorraine industrielle. Il faut y ajouter les régions littorales proches des sites d'importation de l'Hérault, des Bouches-du-Rhône, de la Seine Inférieure, de la Loire-Inférieure et de la Gironde. Les tâches blanches de l'intérieur représentent surtout, quand elles sont éloignées de centres redistributeurs, comme Paris et Lyon, des aires de sous consommation. Ce sont les campagnes isolées du Massif Central, en particulier de ses bordures occidentale et méridionale, les Alpes du Sud. Au contraire, les vallées industrialisées de la Savoie et de l'Isère absorbent une consommation honorable de 200 à 1000 tonnes.

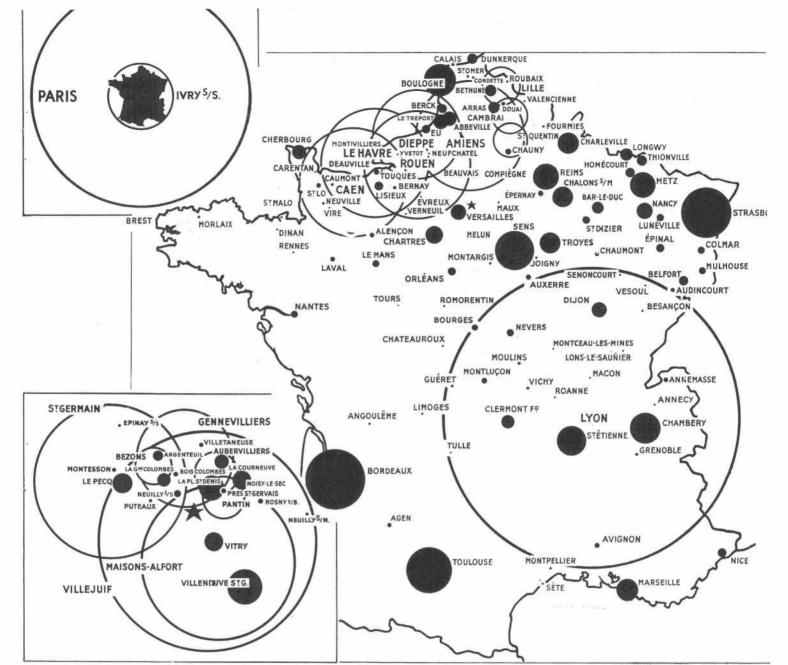


Fig. 5. — Répartition des oranges par fer et par villes.

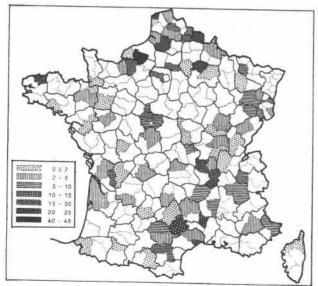


Fig. 7. — Densité de la consommation d'oranges.

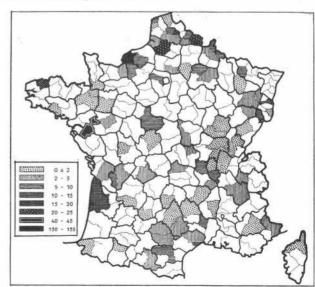


Fig. 8. — Densité de la consommation de bananes.

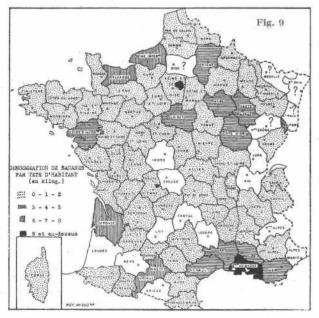
### ESSAIS DE RÉPARTITION NATIONALE

Les résultats ci-dessus présentés, sous forme graphique, sont évidemment partiels. Ils dérivent de sources qui ne se recouvrent pas. Les plus complets sont ceux qui émanent des importateurs de bananes. Il a été impossible de réunir des documents comparables pour les oranges. La S.N.C.F. laisse de côté l'important trafic par route.

On a essayé de définir une répartition nationale par département et par tête d'habitant (en tenant compte de la densité de population). Ces données sont très fragmentaires, et n'autorisent pas de conclusions globales. Nous les publions néanmoins pour souligner l'intérêt qu'il y aurait pour le commerce, et aussi pour une organisation générale de l'économie, à centraliser des statistiques de consommation; les moins connues et les plus utiles de toutes les statistiques.

Les figures 7 et 8, représentant la consommation par tête d'habitant, ont été établies d'après les renseignements recueillis à la suite d'une enquête de l'« Institut des Fruits et Agrumes Coloniaux » auprès des Chambres de Commerce. Les zones blanches indiquent simplement les aires sur lesquelles on ne possède pas de renseignements, soit qu'il n'y ait aucune consommation notable, soit que les sources soient demeurées muettes. A vrai dire, on ne peut guère extrapoler des données aussi fragmentaires.

On observera néanmoins l'importance, d'une part, des régions littorales, d'autre part, des régions urbaines et industrielles (la région parisienne n'a pas été comprise dans cette enquête, bien connue déjà par les statistiques commentées ci-dessus) soit le Nord et le Nord-Ouest, l'Arcoat breton, la Gironde, la Méditerranée des grands vignobles industriels, l'Est alsacien et lorrain.



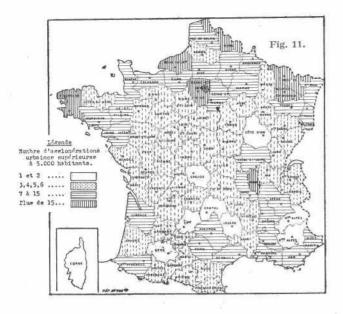


La carte de la figure 9 a été établie d'après les déclarations des mûrisseurs de bananes pour les plans d'importation et de distribution de la période de guerre; les points d'interrogations signalent les départements qui n'ont fourni aucune documentation.

L'examen de cette carte amènera à des observations qui recoupent celui des cartes précédentes : l'importance des régions littorales, des régions fortement urbanisées; on sera étonné de certaines contradictions : des villes considérables, l'Est industriel mis à part (Alsace-Lorraine interdite par les Allemands), le Nord et la région lyonnaise, ne ressortent pas. Par contre des régions rurales, comme le Loiret, l'Aube, la Côte-d'Or, la Seine-et-Marne paraissent avec une densité de consommation anormale.

On comparera les données ci-dessus commentées, avec les deux cartes des figures 10 et 11, représentant l'une, le nombre d'agglomérations urbaines supérieures à 5.000 habitants, l'autre la densité des fonds de commerce des négociants en fruits; on remarquera le parralélisme entre ces cartes et la série des documents sur la géographie de la consommation fruitière; les fruits tropicaux sont recherchés par une clientèle de villes, où de nombreux marchands la sollicitent. Par contre des régions de forte population urbaine comme la Basse-Bretagne apparaissent en retard, et n'ont ni la population marchande, ni la densité de consommation que mériterait leur densité.

On remarquera aussi, dans les départements maritimes, même ruraux, la multiplicité des fonds de commerce, indication des habitudes de consommation d'une population proche des centres importateurs, et, en particulier dans le mîdi, habitués au fruit comme élément important du menu.

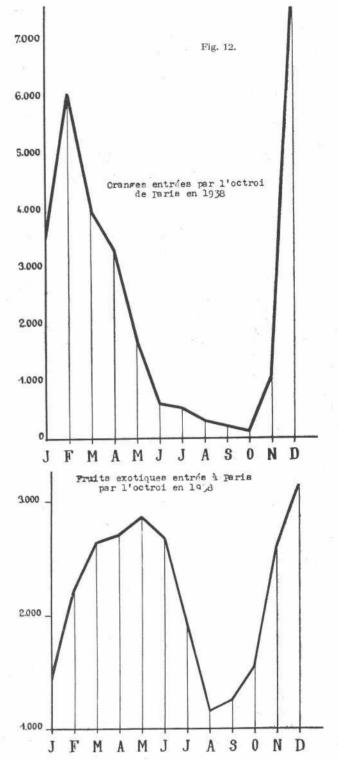


# LA RÉPARTITION DE LA CONSOMMATION DANS L'ANNÉE

Grâce aux renseignements recueillis, soit par des Chambres de Commerce, soit par les administrations municipales d'octroi, on a pu établir des courbes qui permettent de suivre le caractère saisonnier de la consommation. Nous publions  $(Fig.\ 12\ a\ 17)$ , quelquesunes des courbes les plus caractéristiques.

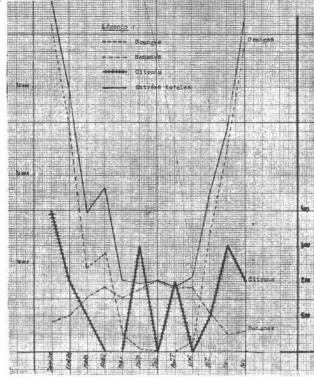
On les classera en deux groupes, qui correspondent à peu près aux deux groupes de ports importateurs et de pays producteurs, tels qu'ils ont été définis dans l'article cité de « Fruits d'Outre-Mer », d'une part, des régions à consommation de saison froide, d'autre part des régions où la consommation est répartie le long de l'année, avec un maximum de saison chaude pour les bananes. Bien sûr, les oranges sont consommées presque exclusivement en saison froide, quand les fruits métropolitains sont tout à fait absents. A peu près partout la courbe des oranges est la même. Les différences de ville à ville proviennent des courbes de bananes. Dans les régions urbaines, industrielles, de banlieue, on note pour les bananes, un maximum de saison chaude. Le cas est fréquent en pays minier à Bruay-en-Artois (forte population ouvrière et concentrée, les fruits locaux ne suffisent pas et la banane, importée du Cameroun par le Havre, fruit démocratique et populaire, entre dans le casse-croûte, même au mois de Juillet et Août ; l'orange lui succèdera au début de saison froide). A Creil, où l'influence de Paris se fait sentir dans les habitudes alimentaires, même observation : maximum de bananes de Juin à Août, et même tendance à un étalement de la courbe qui ne comporte pas, au long de l'année, de très fortes amplitudes ; la banane tend à être consommée toute l'année.

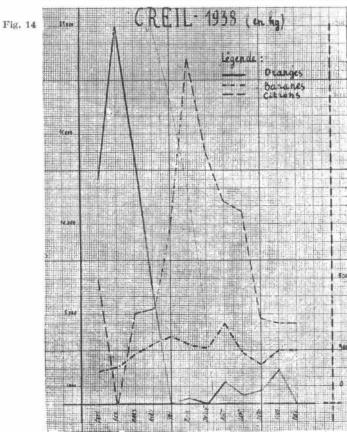
A Paris on ne dispose pas de chiffres particuliers pour chaque espèce. Les « fruits exotiques », oranges mises à part, bananes, dattes, ananas, payaient au

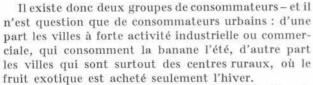


temps de l'octroi, les mêmes droits d'entrée ; cependant on peut interpréter la courbe et la décomposer : maximum de Décembre, dû aux oranges ; maximum de printemps et début d'été, dû à la banane.

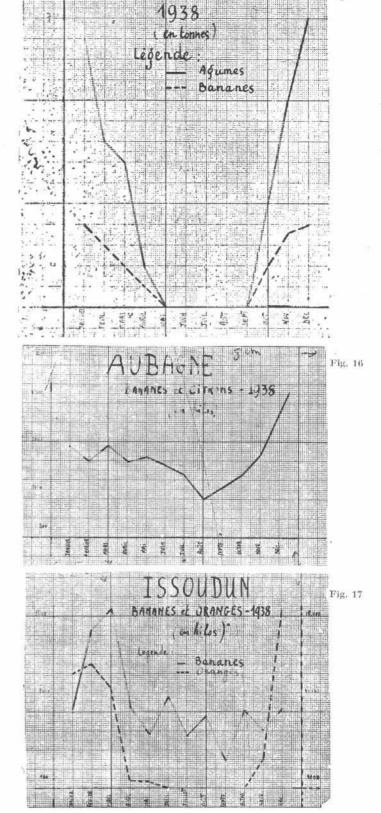
Au contraire, à Issoudun ou à Carcassone, type de petites villes sans activité industrielle, sans population importante d'ouvriers ou d'employés, la banane est surtout un fruit d'hiver, un produit de remplacement, au même titre que l'orange, des fruits locaux, au moment où ils disparaissent du marché.







Telle était du moins la situation en 1938. Depuis bananes et oranges ont déserté nos marchés, au moins



sous forme de produits frais, et la répartition officielle les réserve à des catégories privilégiées de consommateurs. Il n'est donc pas question de nouveaux courants commerciaux. Les remarques ci-dessus, malgré leur date, gardent donc leur intérêt. Elles pourront faire réfléchir les commerçants, et suggérer à tous, personnes privées ou publiques, l'intérêt et l'utilité des statistiques précises de consommation,